

Le spectre de la fraude électorale : l'impact des discours de désinformation pendant les élections de 2022

Roman Adamczyk, Sasha Morinière et Cécile Simmons



À propos de ce rapport

Après l'analyse de plusieurs revendications de fraude électorale, les analystes de l'ISD ont pu en conclure que ces narratifs n'ont pas réussi à pénétrer des écosystèmes informationnels mainstream et à peser véritablement sur l'opinion publique et les élections françaises. Plusieurs facteurs se sont conjugués pour expliquer la résilience du système électoral vis-à-vis de ces discours. Néanmoins, l'irruption des accusations de fraude électorale lors des législatives suggèrent donc que ces narratifs pourraient s'inscrire dans le temps long et générer de la défiance envers les processus électoraux sur la durée et continuer d'affaiblir la confiance dans les institutions.

Sasha Moriniere est analyste à l'ISD. Elle contribue actuellement aux recherches de l'ISD sur les campagnes de désinformation, notamment celles visant à influencer et perturber les élections de 2022 en France. Sasha a précédemment travaillé à Moonshot et a récemment contribué au rapport remis au président français Emmanuel Macron sur la désinformation en ligne et son impact sur nos démocraties. Elle est titulaire d'un master en relations internationales de la London School of Economics and Political Science. Sasha a mené divers projets de recherche sur l'extrême droite et sur les communautés salafistes françaises et a organisé d'importants événements politiques dans le cadre de ses expériences professionnelles précédentes, notamment à la Fondation pour l'innovation politique. Elle parle couramment le français, l'espagnol et apprend l'arabe.

Roman Adamczyk est analyste à l'ISD et se concentre actuellement sur les élections présidentielles et législatives françaises. Il a travaillé auparavant en tant que coordinateur de recherche et enquêteur OSINT pour le DisinfoLab de l'UE, menant plusieurs enquêtes qui ont révélé des activités d'opérations d'information ciblant l'Europe et contribuant à plusieurs études sur les tendances plus générales de la désinformation. Il est titulaire de deux masters en Géoéconomie et Intelligence Stratégique de l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) et en Management de Grenoble Business School (GEM).

Cécile Simmons est chargée de recherche à l'ISD et travaille au sein de l'équipe de recherches numériques et politiques publiques. Elle est co-auteur de nombreux rapports sur l'extrémisme, la désinformation et les violences numériques. Ses recherches sont régulièrement couvertes par les médias, dont la BBC, le Guardian, Politico, le Washington Post ou encore Le Monde. Ancienne élève de l'Ecole Normale Supérieure de Lyon et titulaire d'une agrégation d'anglais, elle est également diplômée de la London School of Economics.

Contenu

Introduction	4
Méthodologie	6
– La propagation des récits de fraude électorale et les acteurs qui en sont à l'origine	10
– Le succès limité des discours de fraude électorale autour de l'élection présidentielle	22
– Le rôle limité des politiques de modération des réseaux sociaux pour réduire la diffusion de désinformation de type fraude électorale	25
Conclusion	30
Annexe	31
Notes de Fin	32

Introduction

La mobilisation autour des fausses allégations de fraude électorale lors de l'élection présidentielle de 2020 aux États-Unis, qui s'est soldée tragiquement par l'assaut du Capitole par des partisans de Donald Trump le 6 janvier 2021, n'a pas manqué de marquer les esprits. Cet événement a contribué à la banalisation des discours de désinformation remettant en cause l'intégrité des processus électoraux et les résultats d'élections, sujet de préoccupation majeur pour tous les pays démocratiques.

Les recherches menées par l'ISD lors des élections fédérales allemandes de 2021 ont montré que ce type de discours ont eu un écho international depuis les élections américaines et semblent destinés à circuler en ligne lors d'autres scrutins démocratiques.^{1 2} Les inquiétudes autour de la possible apparition d'un mouvement contestataire similaire au "Stop the Steal" américain en France à l'occasion de la campagne présidentielle de 2022 ont amené les chercheurs de l'ISD à s'intéresser à la circulation d'éléments de désinformation sur la fraude électorale lors des élections législatives et présidentielle.

Cette recherche s'inscrit dans un contexte de méfiance généralisée envers les institutions, sur fond de crise sanitaire. Une étude intitulée "Barometre de la confiance politique", réalisée par le Cevipof en janvier 2022, montre que 40 % des Français estiment que le sentiment de lassitude illustre le mieux leur état d'esprit du moment, contre 30 % au niveau européen. La succession de nombreuses crises sociales (Gilets jaunes, grèves des transports...), la pandémie de COVID-19, les confinements et mobilisations anti-restrictions sanitaires, ont été autant d'évènements qui ont contribué à affaiblir la confiance envers le gouvernement, les institutions et la démocratie plus généralement. En effet, selon cette même étude, en janvier 2022, un Français sur trois (33%) n'avait aucune confiance dans le gouvernement en tant qu'institution et plus d'un Français sur trois (36%) n'avait pas du tout confiance dans la figure du Président de la République actuel.

Enseignements principaux

- La propagation en ligne de discours de fraude électorale s'inscrit dans un contexte plus global de méfiance envers les institutions et processus démocratiques. Au-delà des questionnements autour des processus électoraux, les acteurs défendant ce type d'accusations ont souvent cherché à exploiter des sentiments anti-système plus larges partagés par une partie de la population française.
- De nombreux acteurs et écosystèmes français ayant participé à la diffusion de fausses informations sur la fraude électorale sont connus pour avoir eu un rôle dans la propagation de fausses informations dans d'autres contextes (pandémie de COVID-19, guerre en Ukraine). Les chercheurs de l'ISD ont également noté des efforts consistant à réutiliser des éléments de désinformation liés à la contestation des résultats de l'élection présidentielle de 2020 aux États-Unis afin de mettre en cause l'intégrité des processus électoraux en France.
- Cependant, les efforts de certains acteurs pour répandre en ligne ce type d'accusations n'ont pas eu le succès escompté. Ces fausses informations n'ont en effet pas généré autant d'engagement que d'autres sujets ayant fait l'actualité pendant la campagne présidentielle. Pour illustrer cela, l'ISD a mis ces discours en perspective avec les discussions très vives autour de la polémique McKinsey entre le 8 mars et le 30 avril.
 - Sur Twitter, le nombre de mentions de mots-clés relatifs à des discours de fraude électorale (426 780) entre le 8 mars et le 30 avril représente seulement 25% du total des mentions faisant référence à McKinsey (1 659 110) sur la même période.

- Il en est de même pour les discussions sur Facebook. Sur ce réseau social, les discours de fraude électorale ont généré 7 267 publications, soit 813 publications en moins que celles diffusées autour de l'affaire McKinsey.
- Néanmoins, les discours de fraude électorale s'inscrivent dans le temps long. Il ne faut, par conséquent, pas sous-estimer leur rôle dans les efforts de certains écosystèmes et acteurs pour généraliser la méfiance envers les institutions et processus démocratiques, laquelle accentue la polarisation de la société française.
- Enfin, cette étude souligne que les efforts de certains réseaux sociaux (Twitter et Meta notamment) pour limiter la diffusion de discours de fraude électorale lors des élections semblent avoir encore été imparfaits. Elle met également en exergue la nécessité d'offrir aux chercheurs un accès plus large à certaines données afin qu'ils puissent mesurer de manière plus précise l'efficacité des mesures mises en place par ces plateformes. Il est aussi important de noter que les entreprises refusant de s'engager sur ces problématiques (comme Telegram et Odysee, par exemple) restent des espaces de choix pour les acteurs complotistes et extrémistes désirant diffuser des discours de fraude électorale.

Méthodologie

Questions de recherche

Au cours du suivi régulier des réseaux sociaux effectué par l'ISD pendant les élections, nos chercheurs ont identifié plusieurs discours de fraude électorale.

Ainsi, cette investigation a pour ambition de répondre aux questions suivantes :

- Quels sont les discours de fraude électorale en France ? Quels sont les acteurs responsables de la diffusion de ces discours ?
- Quelle est l'ampleur de la propagation d'éléments de désinformation sur la fraude électorale en France ? Quelles sont les similitudes et différences avec les tendances observées dans d'autres contextes électoraux ?
- Comment les discours de fraude électorale contribuent-ils à influencer et nourrir des discussions plus larges sur la méfiance envers les institutions démocratiques ?

Collecte de données

Afin de mener à bien cette recherche, les chercheurs de l'ISD ont étudié et analysé, depuis janvier 2022, les discussions en ligne autour d'allégations de fraude électorale pendant toute la campagne présidentielle et législative. Ces investigations ont été menées aussi bien sur différentes plateformes généralistes (Facebook, Instagram, Twitter) que sur des espaces en ligne plus alternatifs (Telegram, Odysee).

Au total, l'ISD a analysé plusieurs centaines de pages et groupes sur Facebook, une centaine de comptes Instagram et 91 chaînes Telegram françaises. Ces comptes ont été retenus, car identifiés en amont de cette étude, comme actifs dans la propagation de fausses informations et de discours complotistes et/ou extrémistes. Cependant, ce sont les discours de désinformation électorale qui constituent le cœur de l'analyse de cette étude. Dans le cadre de celle-ci, l'ISD ne s'est ainsi pas intéressé aux discours de haine qui ont pu circuler dans ces écosystèmes. Il est important de noter que tous les comptes analysés ne diffusent pas nécessairement ce type de discours et qu'il s'agit avant tout d'un échantillon choisi à des fins analytiques.

Pour établir l'échelle de ces discussions, les chercheurs de l'ISD ont utilisé les outils d'écoute des réseaux sociaux BrandWatch (Twitter) et CrowdTangle (Facebook et Instagram), en se basant sur des listes de mots-clés en lien avec des discours de fraude électorale. Les données pour cette étude ont été collectées sur différentes périodes entre le 8 mars, date de l'officialisation de la liste de candidat pour l'élection présidentielle, et le 30 juin, pour couvrir les discussions autour des résultats des élections législatives.

Exploiter la méfiance généralisée envers les institutions pour mobiliser

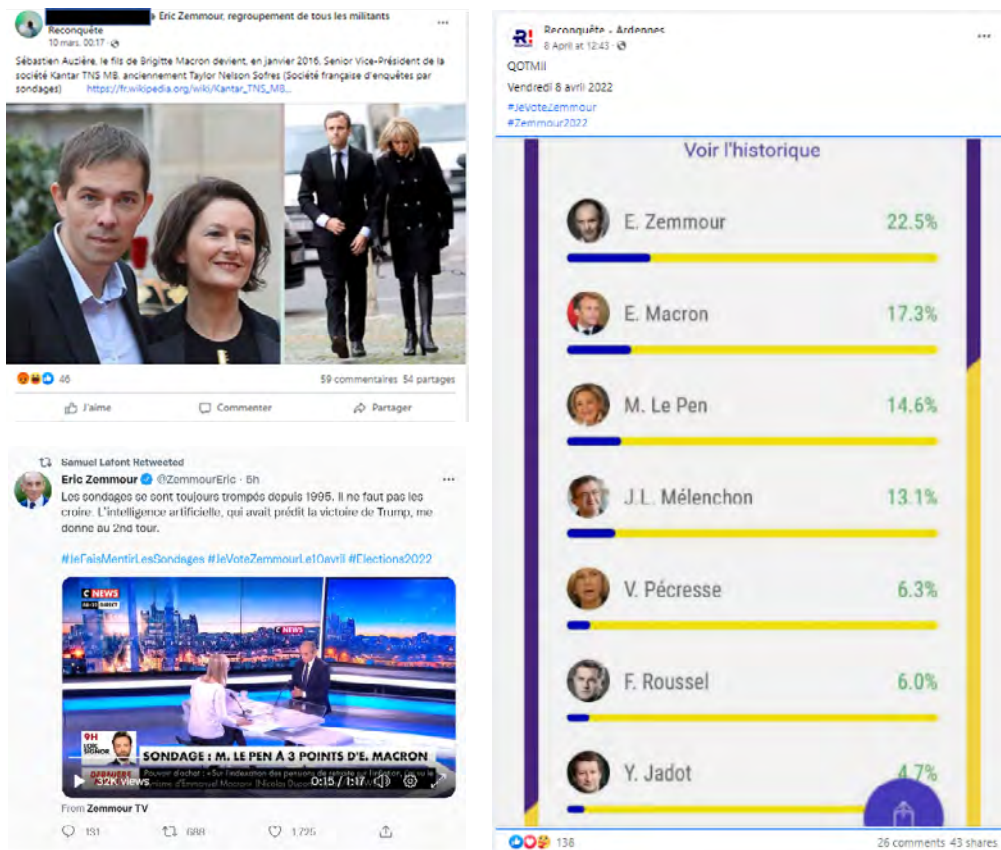
Certains acteurs politiques ont su exploiter la méfiance à l'égard du système établi et des institutions pour mobiliser leur électorat et mettre en doute, parfois subtilement, le caractère équitable de l'élection présidentielle. Si les exemples qui suivent ne sont pas à proprement parler des allégations de fraude électorale concernant le vote, ils ont pu contribuer à semer le doute et alimenter des théories complotistes, déjà en gestation et prêtes à émerger, concernant l'intégrité du scrutin.

La question des 500 parrainages requis pour valider une candidature à l'élection présidentielle a donné lieu à de vives discussions en ligne, notamment alimentées par des candidats ayant du mal à les obtenir à l'approche de la date butoir. Cette question a été soulevée par certaines communautés que les chercheurs de l'ISD ont régulièrement suivies pendant cette campagne. Dans ces communautés, notamment certains groupes pro-Zemmour et d'autres écosystèmes très radicalement opposés au gouvernement, le fait qu'Emmanuel Macron soit le premier homme politique à avoir reçu 500 parrainages alors qu'il n'était pas encore candidat à l'élection a, par exemple, pu être interprété comme la preuve que l'élection était truquée et jouée d'avance. Le 21 février 2022, Marine Le Pen a suspendu sa campagne jusqu'à l'obtention de ses parrainages. À cette occasion, la candidate a utilisé des expressions telles que « des millions d'électeurs seront privés d'élection » ou « certains hommes politiques font pression sur notre démocratie pour voler cette élection aux Français ». Si ces expressions ne sont en rien comparables à la rhétorique agressive de Donald Trump en 2020, la question des parrainages a également pu être brandie par certains acteurs de la complosphère d'extrême droite comme Florian Philippot. Cette manœuvre de l'homme politique souverainiste avait pour but de dénoncer un système de sélection des candidats à l'élection présidentielle qu'il perçoit comme injuste et a contribué à alimenter des discours de fraude électorale plus larges dans certaines communautés.



Figures 1, 2, 3 et 4 : Captures d'écran Facebook de messages dénonçant le système de parrainages.

Des acteurs politiques et militants ont également propagé des accusations de manipulations des sondages. Du 28 février au 11 mars, les chercheurs de l'ISD ont remarqué la résurgence de discours cherchant à lier le beau-fils d'Emmanuel Macron, Sébastien Auzière, à la manipulation de sondages en faveur du président sortant. Si cette fausse information circule depuis 2018³, elle est réapparue de manière significative pendant la campagne.⁴ De plus, de faux sondages ont circulé dans certaines communautés en ligne, notamment promus par des individus favorables à Éric Zemmour. Les chercheurs de l'ISD en ont recensé deux notables qui sont devenus viraux et ont fait l'objet d'articles de fact-checking. En effet, les comptes officiels des équipes de Reconquête, ainsi que le compte officiel d'Éric Zemmour lui-même ont partagé une analyse de l'entreprise d'intelligence artificielle Qotmii donnant le candidat d'extrême droite comme futur vainqueur du premier tour avec Emmanuel Macron (Figure 7), en la faisant passer à tort pour un sondage classique. Ils n'ont pas manqué de rappeler le fait que cette même entreprise prévoyait la victoire de Donald Trump en 2016 (Figure 6) afin de présenter faussement cet outil comme étant d'une fiabilité optimale auprès des internautes. Un autre sondage attribué à tort au quotidien suisse Le Temps a également été diffusé et donnait 21 % d'intentions de vote pour Éric Zemmour.



Figures 5, 6 et 7 : Captures d'écran de publications faisant la promotion d'affirmations suggérant que les sondages sont manipulés.

Dans certaines communautés en ligne, le rejet viscéral d'Emmanuel Macron ainsi que les crises qui se sont succédées sous son quinquennat ont laissé s'installer l'idée que le président sortant ne pourrait pas réélu en raison de son impopularité. Dans la continuité de ce raisonnement, ces écosystèmes ont également accusé les sondages donnant Emmanuel Macron comme favori de l'élection présidentielle d'être truqués et un prélude à une manipulation pour le faire réélire. (Figures 8 et 9).



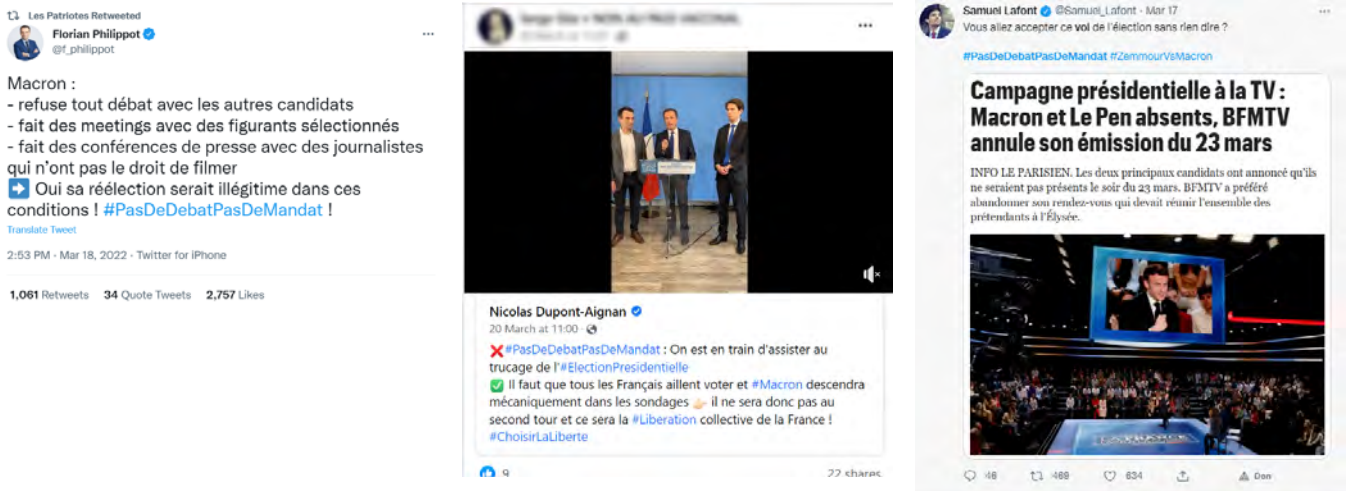
Figures 8 et 9 : Captures d'écran suggérant que seule la fraude électorale pourrait permettre la réélection d'Emmanuel Macron

De même, les chercheurs de l'ISD ont pu identifier des tentatives d'inscrire les discours de fraude électorale dans des discours anti-système. Ainsi, au moment de l'affaire "McKinsey", qui a aussi suscité des discussions légitimes sur la relation entre l'Etat et les cabinets de conseil, certains acteurs complotistes et pro-Zemmour ont amplifié une vidéo accusant l'entreprise américaine de faire partie d'un plan secret pour truquer l'élection en faveur d'Emmanuelle Macron. Ces accusations ont aussi insinué que Twitter faisait partie de cet effort, impliquant une entreprise qui est régulièrement ciblée par les attaques de certains acteurs même hors des périodes électorales. (Figure 10).



Figure 10 : Capture d'écran suggérant que le cabinet de conseil McKinsey serait impliqué dans un plan secret pour manipuler le résultat de l'élection présidentielle en France.

De même, les chercheurs de l'ISD ont noté la propagation de messages cherchant à mettre en cause le caractère équitable de la campagne présidentielle. La publication d'une tribune intitulée #PasDeDébatPasDeMandat par Libération, signée par un collectif de personnalités publiques françaises, a par exemple été utilisée par de nombreux militants politiques pour contester l'aspect démocratique de la campagne en cours et remettre en cause la légitimité d'une possible réélection d'Emmanuel Macron. Ce texte, qui a été amplifié par la plupart des acteurs politiques opposés à Emmanuel Macron, suggère que le refus du président sortant de débattre avec les autres candidats avant le premier tour de l'élection serait un déni de démocratie et rendrait sa potentielle réélection illégitime. Si les discussions autour de cette tribune ont généré un certain nombre de débats légitimes sur la démocratie, elles ont aussi contribué à alimenter des discours complotistes autour de l'intégrité de l'élection présidentielle.



Figures 11, 12 et 13 : Captures d'écran de messages reprenant le hashtag #PasDeDébatPasDeMandat et contenant pour certains des éléments de langage faisant référence à la notion de fraude électorale

La propagation des récits de fraude électorale et les acteurs qui en sont à l'origine

Les chercheurs de l'ISD ont tenté de mesurer l'ampleur des discussions en ligne faisant référence à la notion fraude électorale pendant l'élection présidentielle, soit entre le 8 mars et le 30 avril. Sur Twitter, une recherche autour d'une sélection de mots clé-liés à l'idée d'élection truquée a permis à l'ISD d'en quantifier les évolutions et les pics de discussions, comme l'illustre le graphique ci-dessous (Figure 14). Ces mots clé ont généré 426 780 mentions sur Twitter.⁵

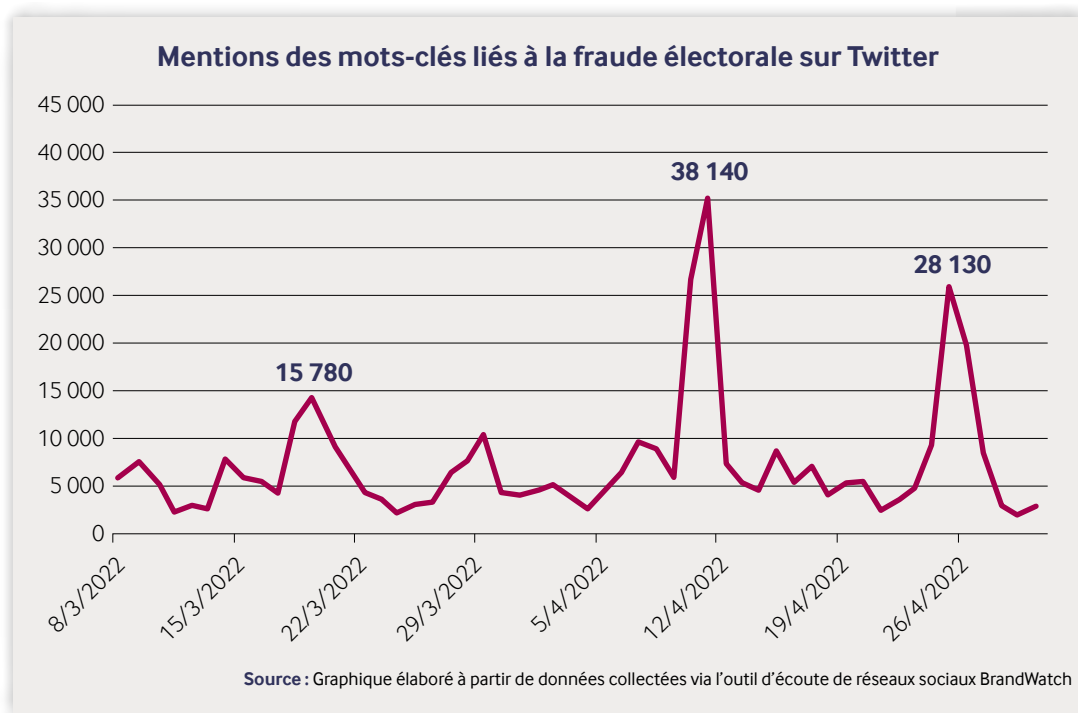


Figure 14 : Évolution du nombre d'accusations de fraude électorale du 8 mars au 30 avril 2022.

Parmi les dix liens les plus partagés dans les tweets collectés par l'ISD contenant des mots-clés faisant référence à la fraude électorale, 9 ont été repartagés dans des messages viraux mettant en doute directement ou indirectement l'équité de la campagne présidentielle et l'intégrité du scrutin à venir. Le lien le plus mentionné redirigeait les internautes vers un article du site complotiste Anguille Sous Roche affirmant que Facebook aurait truqué les élections du Michigan pour faire élire Joe Biden en 2020 (Figure 15). Sur Twitter, plusieurs publications contenant ce lien ont affirmé qu'un scénario similaire dans le contexte français serait probable.

De même, en deuxième position, on retrouve un lien vers un article sur l'affaire McKinsey de 20 Minutes, qui a été utilisé dans un tweet très viral accusant Emmanuel Macron d'octroyer des "contrats truqués" à des entreprises en échangeant de contributions financières illégales pour sa campagne présidentielle. Un tweet d'Éric Zemmour, évoquant une élection sur le point d'être volée et reprenant des accusations du syndicaliste policier et candidat Reconquête pour les élections législatives Bruno Attal affirmant que tout est fait pour empêcher les policiers de voter afin de faire réélire Emmanuel Macron, a été le troisième lien le plus partagé sur Twitter (Figure 16).

Parmi les autres URLs viraux repris dans des tweets contenant des allégations de fraude électorale, 3 renvoient vers des contenus évoquant le problème technique survenu sur France 2 lors de l'annonce des résultats du second tour ayant donné un score surestimé à Marine Le Pen. Un lien redirige vers une vidéo impliquant le journaliste conservateur André Bercoff, présentant les sondages comme un outil utilisé pour manipuler les élections (Figure 17). Enfin, un autre URL a été repartagé sur Twitter pour alerter sur le risque de fraude que généreraient les machines à voter électroniques.



Figures 15, 16 & 17 : Captures d'écran de tweets incluant des liens partagés dans de nombreuses publications contenant des mots pouvant faire référence à la notion de fraude électorale.

Sur Facebook, une recherche menée par les chercheurs de l'ISD à partir de la même liste de mots-clé faisant référence à l'idée d'élection truquée⁶ via l'outil CrowdTangle renvoie vers 7 267 publications qui ont généré un total de 871 297 interactions.⁷ Pour rappel, les requêtes via l'outil CrowdTangle ne permettent d'analyser que les publications provenant de pages Facebook ou circulant dans des groupes publics uniquement. Les données collectées sur Facebook n'offrent donc qu'une vision très partielle des volumes de discussion en lien avec la notion de fraude électorale.

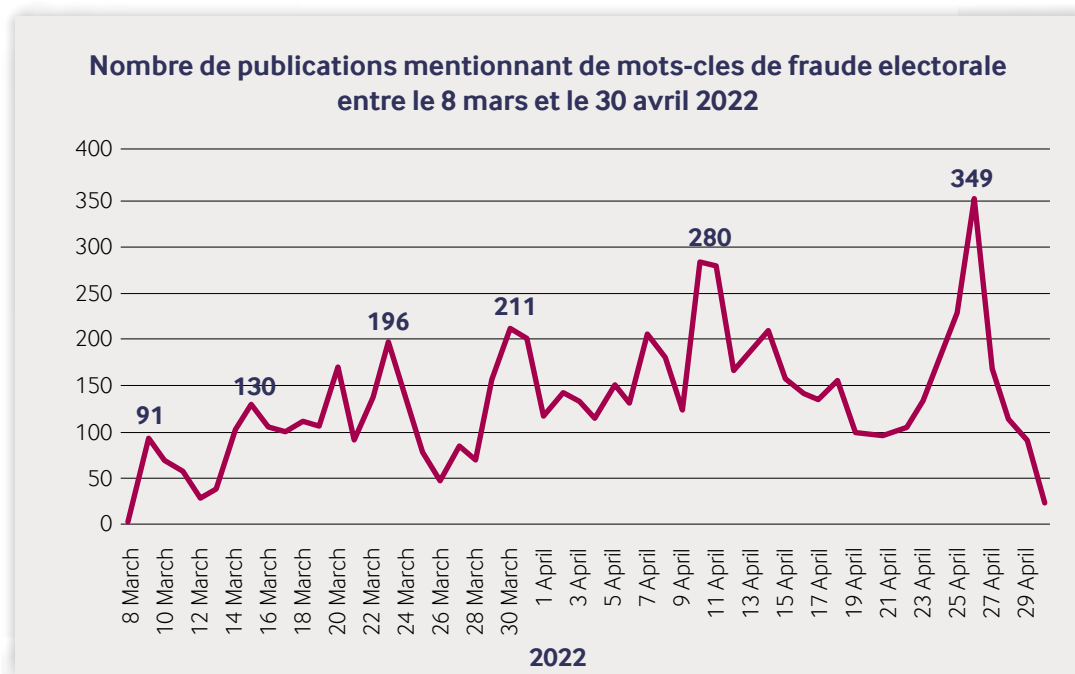


Figure 17 : Graphique montrant le nombre de publications mentionnant des mots-clés de fraude électorale du 8 mars au 30 avril.

Lors de leurs apparitions dans les médias, plusieurs hommes politiques ont utilisé des expressions rhétoriques faisant référence à la notion “d’élection truquée” ou “d’élection volée”. Ces derniers ont souvent avancé ce type d’idées de manière abstraite ou indirecte pour mobiliser leurs électeurs (ex : les médias ne couvriraient pas tous les candidats de façon équitable, ce qui contribuerait à truquer l’élection) que comme une théorie du complot sophistiquée et détaillée, cherchant à mettre en avant des failles dans les processus électoraux.

L’équipe d’Éric Zemmour a notamment joué sur ce registre rhétorique ambigu à de multiples reprises durant la campagne (Figure 18). Le but de cette manœuvre était alors d’exploiter la méfiance généralisée envers les institutions et le « système établi » pour mobiliser son électorat autour d’un vote contestataire et anti-système, malgré des sondages de moins en moins favorables au polémiste. Le candidat de Reconquête a par exemple employé des termes comme « confisquer l’élection » ou « ne vous laissez pas voler cette élection » lors de l’émission diffusée sur TF1 « La France face à la guerre » le 14 mars 2022. Bien que ce type de paroles n’indique pas une volonté d’alimenter un mouvement de type “Stop the Steal” en France » (Éric Zemmour ayant en effet rapidement concédé sa défaite après le premier tour de l’élection présidentielle), il n’en reste pas qu’utiliser ce type de vocabulaire lors d’une émission très suivie sur l’une des principales chaînes de télévision du pays peut alimenter la méfiance envers l’intégrité des processus électoraux en France.

On note d’ailleurs qu’à l’annonce des résultats du premier tour de l’élection présidentielle, des messages insinuant qu’une fraude électorale a eu lieu en défaveur d’Éric Zemmour ont circulé sur l’espace Discord de « Génération Z », le mouvement des jeunes d’Éric Zemmour, selon un article de France Inter. Avant le vote, plusieurs tweets ont faussement affirmé que des bulletins de vote en faveur d’Éric Zemmour avaient volontairement été altérés pour être automatiquement invalidés au moment du dépouillement.



Figure 18 : Capture d'écran d'un tweet du directeur de la stratégie digitale d'Éric Zemmour utilisant un vocabulaire ambigu de fraude électorale.

De même, d'autres acteurs politiques, très écoutés par les communautés en ligne anti-système, complotistes et covid-sceptiques comme Florian Philippot, Nicolas Dupont-Aignan et François Asselineau, ont usé d'une rhétorique similaire, parlant à plusieurs reprises de « manipulations » et « d'élection truquée ». (Figures 19, 20 et 21)



Figures 19, 20 et 21 : Captures d'écran de trois figures politiques souverainistes parlant de truquage des élections.

Dans certaines communautés complotistes et extrémistes françaises, des acteurs ont réutilisés des éléments de désinformation utilisés aux États-Unis par les cercles pro-Trump pour contester l'élection de Joe Biden dans le contexte français. En 2020 et au début de l'année 2021, ces mêmes écosystèmes avaient été actifs dans la propagation en ligne en langue française de fausses accusations de fraude électorale soutenues par l'ex-président américain, qui ont amené l'assaut du Capitole. Ainsi, sur Twitter, l'ISD a vu apparaître à la mi-mars de nombreux messages prétendant à tort que le gouvernement français aurait passé un accord secret avec l'entreprise Dominion, au cœur des théories complotistes sur la fraude électorale aux États-Unis, pour compter les votes en France et manipuler le résultat de l'élection présidentielle en faveur d'Emmanuel Macron.

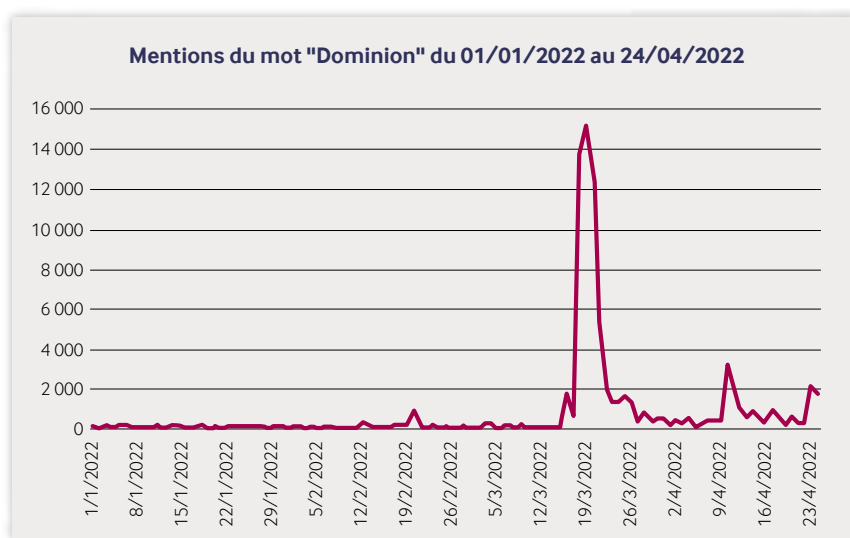


Figure 22 : Mentions du mot « Dominion » dans des tweets français entre le 1er janvier 2022 et le 24 avril 2022.

Sur Twitter, #Dominion arrive en sixième position des hashtags les plus utilisés dans les tweets faisant référence à la notion de fraude électorale que nous avons analysés sur la période du 8 mars au 30 avril comme le montre le graphique ci-dessous.

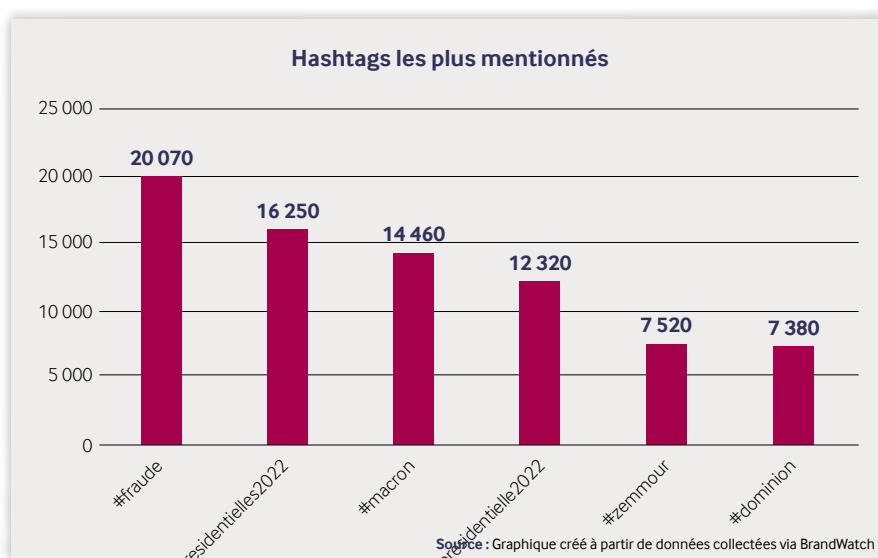


Figure 23 : Nombre de mentions du hashtag « Dominion » du 8 mars au 30 avril à l'occasion d'une recherche par mot clé autour des discours de fraude électorale.

Les trois tweets ayant été vus le plus de fois et mentionnant le hashtag #Dominion avertissent au mieux d'une connivence et au pire d'un accord secret entre le gouvernement français et la société Dominion pour manipuler les résultats de l'élection présidentielle.



Figures 24, 25, 26 : Captures d'écran des trois tweets les plus vus, et mentionnant le hashtag #Dominion.

De même, la focalisation de la désinformation électorale aux États-Unis sur les machines à voter a contribué, au moins en partie, au regain d'intérêt des acteurs français vis-à-vis des machines à voter, utilisées pourtant de manière beaucoup plus limitée en France.

Avant et à l'occasion du premier tour de l'élection présidentielle, plusieurs publications sur différentes plateformes de réseaux sociaux comme Facebook, Telegram ou Odysee ont ainsi affirmé que les machines de vote ont été ou pourraient être utilisées pour manipuler les résultats du scrutin. De même, après le premier tour de l'élection présidentielle, plusieurs acteurs antisystème et complotistes, comme le blogueur Étienne Chouard,⁸ ont diffusé une liste des communes utilisant des machines à voter. Dans leurs publications sur le sujet, ces derniers ont souvent mélangé des interrogations légitimes sur le fonctionnement de telles machines avec des commentaires plus ambigus sur leur fonctionnement et utilisation.

Que ce soit après le premier ou le second tour, certains acteurs ont également affirmé de manière erronée qu'Emmanuel Macron était arrivé systématiquement en tête dans toutes les communes utilisant des machines de vote électroniques, afin de semer le doute sur les résultats de l'élection. Ces affirmations trompeuses ont été vérifiées par plusieurs fact-checkers français. Enfin, les observations et analyses du journaliste et rédacteur en chef de l'émission Vrai ou Fake sur France Info, Julien Pain, démystifient également une partie des rumeurs suggérant que les machines à voter peuvent être facilement piratées pour manipuler le résultat d'une élection dans les communes qui en sont dotées.⁹

La défiance envers le gouvernement et l'émergence des discours mentionnés ci-dessus ont encouragé certaines communautés complotistes et anti-système à tenter de développer des initiatives de "contrôle citoyen de l'élection présidentielle", conçues, selon celles-ci, pour éviter une manipulation du vote.

Ces initiatives ont encouragé des citoyens à assister au dépouillement du vote et à prendre en photo les procès-verbaux des résultats de l'élection pour chaque bureau de vote afin de recenser d'éventuelles incohérences avec les résultats officiels. De même, les plateformes en ligne de ces collectifs offraient souvent la possibilité de signaler des incidents que les individus auraient considérés comme une infraction aux lois électorales françaises. Ces efforts ont été menés principalement par trois mouvements :

- « Contrôle Citoyen de l'Élection » (CCE) ;
- « Association de Vérification des Élections par les Citoyens » (AVEC) ;
- « Protection des Citoyens et Respect de la Constitution » (ReCiProC).

Ces trois initiatives ont été créées ou promues par des acteurs qui paraissent avoir été impliqués précédemment dans le mouvement des Gilets Jaunes et d'autres mobilisations plus récentes contre le pass sanitaire et la vaccination contre la COVID-19. Ainsi, l'un des principaux promoteurs du CCE sur Youtube est Germain Gaiffe, un proche de l'humoriste antisémite Dieudonné, qui est également impliqué dans le parti politique "Conseil National de Libération". Ce mouvement politique a été créé par l'ancien militant Gilet Jaune Christophe Chalénçon, condamné pour "incitation à s'armer contre l'autorité de l'État", et a affiché son soutien au CCE via une [page](#) dédiée à cette action sur son site internet.

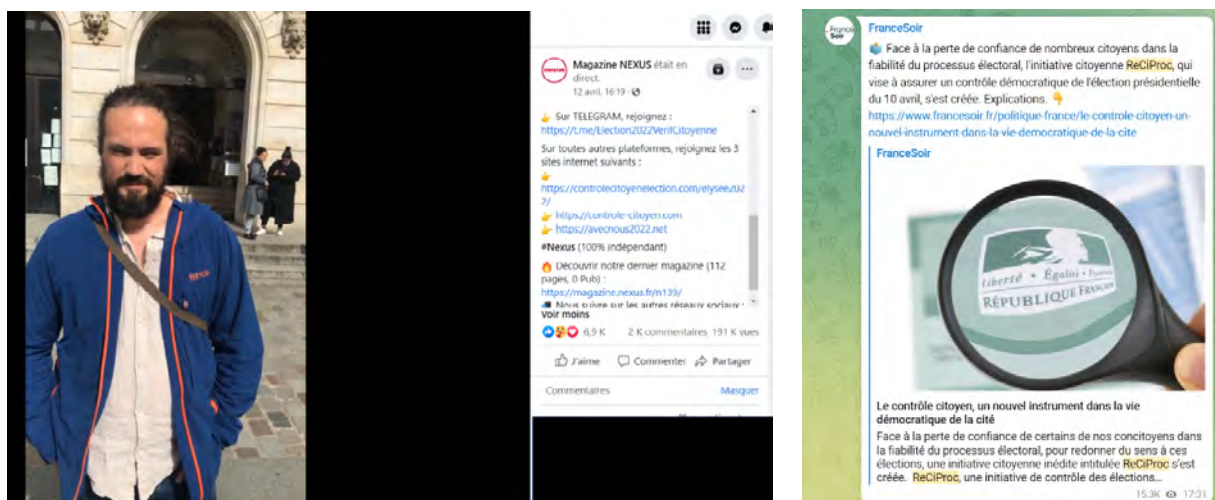
De même, l'initiative ReCiProC a été initiée par l'association Bon Sens qui [rassemble](#) des personnalités évoluant dans la complosphère francophone. On retrouve, par exemple, dans l'équipe opérationnelle de Bon Sens une personnalité complotiste comme Silvano Trotta qui a repartagé à plusieurs reprises des contenus de ReCiProC sur sa chaîne Telegram.

L'identité et le parcours des personnes derrière l'association AVEC sont moins clairs, l'association ne disposant pas d'organigramme clair sur son site internet. Néanmoins, on retrouve par exemple sur Twitter le compte d'un individu qui se présente comme l'un des fondateurs de l'association AVEC et soutient dans un tweet l'idée que Joe Biden a été élu en 2020 grâce à une fraude électorale massive. De même, le partage par le compte Twitter d'AVEC d'un lien vers le site francophone de Qanon Qactus suggère une possible proximité de certains membres de l'association avec des sphères complotistes.



Figures 31 et 32 : Captures d'écran de deux tweets liés à l'initiative de contrôle de vote AVEC.

Ces initiatives ont été amplifiées par certains acteurs gravitant dans complosphère française tels que France Soir ou le magazine Nexus.



Figures 33 et 34 : Initiatives de contrôle citoyen amplifiées par deux médias: France Soir sur Telegram et Magazine Nexus sur Facebook.

Toutes ces initiatives ont reconnu ne pas avoir récolté de preuves d'une fraude électorale massive lors de l'élection. Pour autant, deux d'entre elles (ReCiProC et AVEC) ont produit ou amplifié des contenus en ligne qui ont été réutilisés pour accroître la méfiance envers les processus électoraux et semer le doute sur les résultats de l'élection. AVEC a, par exemple, partagé des allégations non prouvées selon lesquelles le préfet de la Martinique aurait donné des instructions allant à l'encontre du code électoral pour empêcher l'affichage des procès-verbaux des résultats de l'élection.¹⁰ L'organisation a également amplifié des rumeurs¹¹ selon lesquelles des bulletins en faveur de Marine Le Pen auraient été volontairement déchirés avant le second tour afin qu'ils soient considérés nuls au moment du dépouillement.¹² AVEC a aussi repartagé un lien vers un site QAnon¹³ francophone faisant la promotion d'un recours devant le Conseil Constitutionnel pour faire annuler les résultats du second tour. L'association Bon Sens, qui gère l'initiative ReCiProC, a déposé un recours similaire (voir l'explication plus bas dans cette partie).

L'évènement qui a permis de faire perdurer des soupçons de fraude après le second tour est l'incident technique survenu sur France 2 lors de la soirée électorale. En effet, le dimanche 24 avril 2022, une erreur technique a donné, pendant un moment, en direct à l'écran, un surplus de voix pour Marine Le Pen, qui ne correspondait pas à la réalité des chiffres officiels lors du dépouillement. La correction de cette erreur par la chaîne a suscité de fausses accusations : certains acteurs ont affirmé que la rectification de France 2 était en réalité la preuve d'un effort pour faire disparaître des voix en faveur de la candidate d'extrême droite. Cet évènement a été interprété comme une preuve de fraude électorale et a suscité de nombreux commentaires sur les réseaux sociaux dénonçant la prétendue complicité des médias traditionnels dans la falsification des résultats. Dans l'analyse des tweets retenus dans cette étude, les chercheurs de l'ISD ont identifié plus de 7 720 messages qui mentionnaient France 2 (Figure 35).



Figure 35 : Capture d'écran d'un tweet sur l'incident technique de France 2 le soir des résultats de l'élection, le 24 avril 2022.

Dans certaines communautés d'extrême droite, complotistes et anti-système sur Facebook, une pétition a même circulé pour demander l'annulation des résultats du second tour, affirmant que la manipulation électorale serait prouvée par les images de France 2 (Figure 36). D'autres rumeurs ont prétendu que, face à tous ces éléments douteux, le Rassemblement National aurait exigé un nouveau décompte des voix après le second tour. Ces allégations ont été vérifiées et démenties par un article de l'AFP factuel.¹⁴

Cet incident a également poussé certains acteurs à déposer des recours citoyens auprès du Conseil Constitutionnel pour faire annuler les résultats de l'élection, recours par la suite rejetés. Le principal recours¹⁵ a été déposé par l'association Bon Sens, qui gère le site internet de l'initiative de contrôle citoyen ReCiProC et est connue pour impliquer des figures des mouvements complotistes et covid- sceptiques.¹⁶ (Figure 39)



Figures 36, 37, 38 et 39 : Captures d'écran de publications autour de l'incident technique de France 2 le soir des résultats de l'élection, le 24 avril 2022.

Les discussions en ligne sur cet incident ont aussi contribué à l'amplification du hashtag #Fraude sur Twitter, que Libération a analysé dans un article¹⁷. Si on s'intéresse à la propagation de ce hashtag sur le long terme, on se rend compte qu'il a suscité le plus de mentions sur Twitter la semaine du 25 avril, juste après l'annonce des résultats comme l'illustre le graphique ci-dessous.

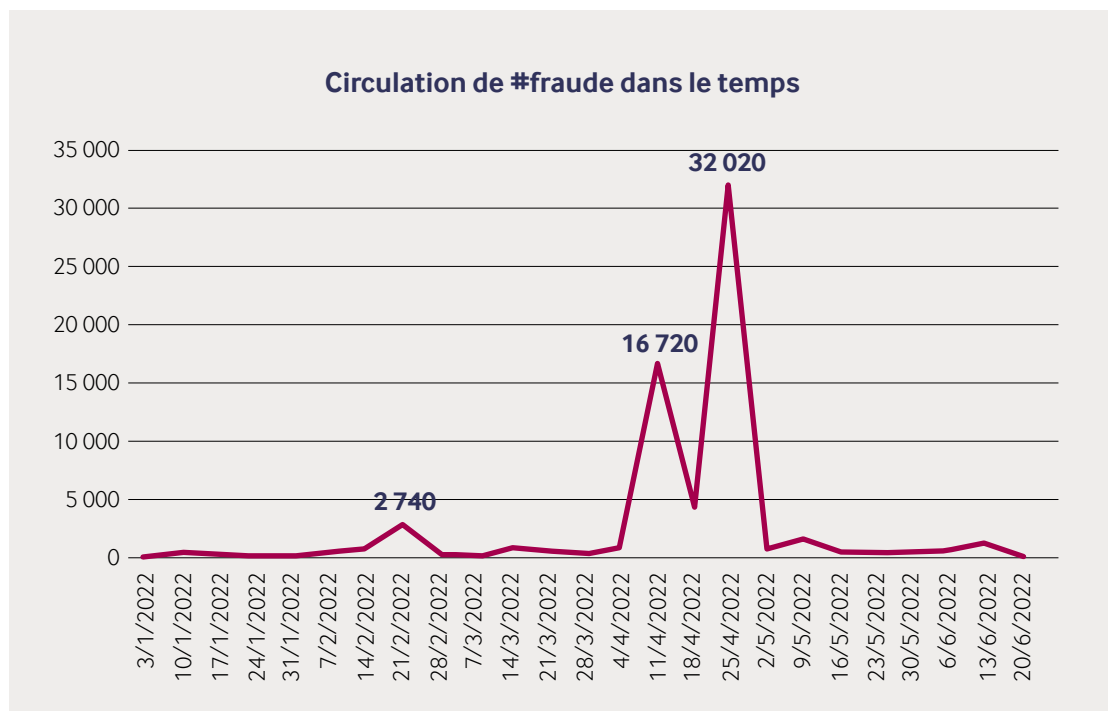


Figure 40 : Graphique sur l'évolution du hashtag #fraude depuis janvier 2022. *

*: Il se peut qu'il y ait des faux positifs, car le hashtag #fraude a pu être utilisé pour faire référence à d'autres sujets que la fraude électorale ou par des personnes dénonçant ce type de désinformation.

Parmi les tweets qui ont mentionné le hashtag, on retrouve certains acteurs proches de la complotosphère française comme Éric Verhaeghe, blogueur et animateur du site internet le Courrier des Stratèges¹⁸.

Enfin, il est intéressant de noter que les accusations de fraude électorale ne se sont pas limitées à l'élection présidentielle. Ceci suggère une certaine banalisation de ce type de rhétorique dans certains écosystèmes politiques et militants. Ainsi, les chercheurs de l'ISD ont noté des tentatives de propager de la méfiance vis-à-vis des résultats des élections législatives ou même lors des scrutins pour élire les présidents de commissions permanentes de l'Assemblée nationale.

Au lendemain du premier tour des élections législatives, certaines figures de la Nupes comme Manuel Bompard (Figure 41) ou Adrien Quatennens ont accusé le ministère de l'Intérieur d'avoir volontairement manipulé le comptage des voix, en jouant sur les étiquetages politiques, pour sous-évaluer artificiellement le nombre de voix récoltées par la coalition de gauche. Selon ces accusations, le but était alors de placer la coalition « Ensemble ! » en tête à l'issue du premier tour du scrutin.

Lors d'une interview sur France 2 durant l'entre-deux tours, Jean-Luc Mélenchon a également accusé le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin de « tripoter les chiffres » afin de « masquer la lourde défaite du parti macroniste ». Si ces questionnements sur les étiquetages politiques avaient une part de légitimité, ils étaient avant tout liés à des considérations politiques et rendent contestable l'utilisation de l'expression « manipulation des résultats », comme le montre un article de fact-checking de l'AFP Factual¹⁹. Deux députés de la majorité présidentielle, Olivier Véran et Éric Woerth, ont été quant à eux accusés d'avoir été réélus grâce à une fraude liée aux machines à voter. Celles-ci n'étaient en réalité pas du tout utilisées dans leurs circonscriptions, comme le souligne un article de fact-checking de l'AFP Factual²⁰.

La rhétorique de fraude électorale a également gagné l'Assemblée nationale. Ainsi, à la suite de l'élection du député Nupes Éric Coquerel à la présidence de la commission des finances, le député d'extrême droite Jean-Philippe Tanguy a accusé la coalition de gauche de « triche ». Il a ainsi affirmé qu'elle n'aurait pas respecté un principe tacite qui voudrait que chaque candidature ne puisse représenter qu'un seul groupe politique à l'Assemblée nationale. (Figure 42)



ALERTE À LA NOUVELLE MANIPULATION DE #DARMANIN

Alors que la #NUPES réalise 6 101 968 voix (soit 26,8%), le ministère de l'intérieur ne lui attribue que 5 836 202 voix (soit 25,7%) pour faire apparaître artificiellement le parti de #Macron en tête.

Allo le Conseil d'Etat ?

[Translate Tweet](#)

2:14 AM · Jun 13, 2022 · Twitter for iPhone

9,521 Retweets 482 Quote Tweets 24.6K Likes

...



Paul Larrourou [@PaulLarrourou](#)

Le candidat de Marine Le Pen est largement battu par le candidat de Jean-Luc Mélenchon pour la stratégie présidentielle de la commission des finances.

Dépité, le RN Jean-Philippe Tanguy accuse Éric Coquerel de « triche ». [@TF1Info](#) [#instantPoL](#)

[Translate Tweet](#)



11:25 AM · Jun 30, 2022 from Assemblée Nationale · Twitter for iPhone

15 Retweets 9 Quote Tweets 41 Likes

Figures 41 et 42 : Captures d'écran de publications suggérant une défiance électorale lors des élections législatives et des votes à l'Assemblée nationale.

Le succès limité des discours de fraude électorale autour de l'élection présidentielle

– Une circulation limitée de ces discours sur les réseaux sociaux

Les chercheurs de l'ISD ont tenté de mesurer l'ampleur des discussions autour des revendications de fraude électorale afin de comprendre si ces discours ont réussi à pénétrer d'autres écosystèmes en ligne que la complotosphère. Afin de comparer la portée de ces discussions, l'ISD a mis ces discours en perspective avec les discussions très vives autour de l'affaire McKinsey entre le 8 mars et le 30 avril.²¹ Sur Twitter, le nombre de mentions de tweets incluant des mots-clés relatifs à des discours de fraude électorale (426 780) entre le 8 mars et le 30 avril constitue seulement un quart des mentions faisant référence à McKinsey (1 659 110) sur la même période.

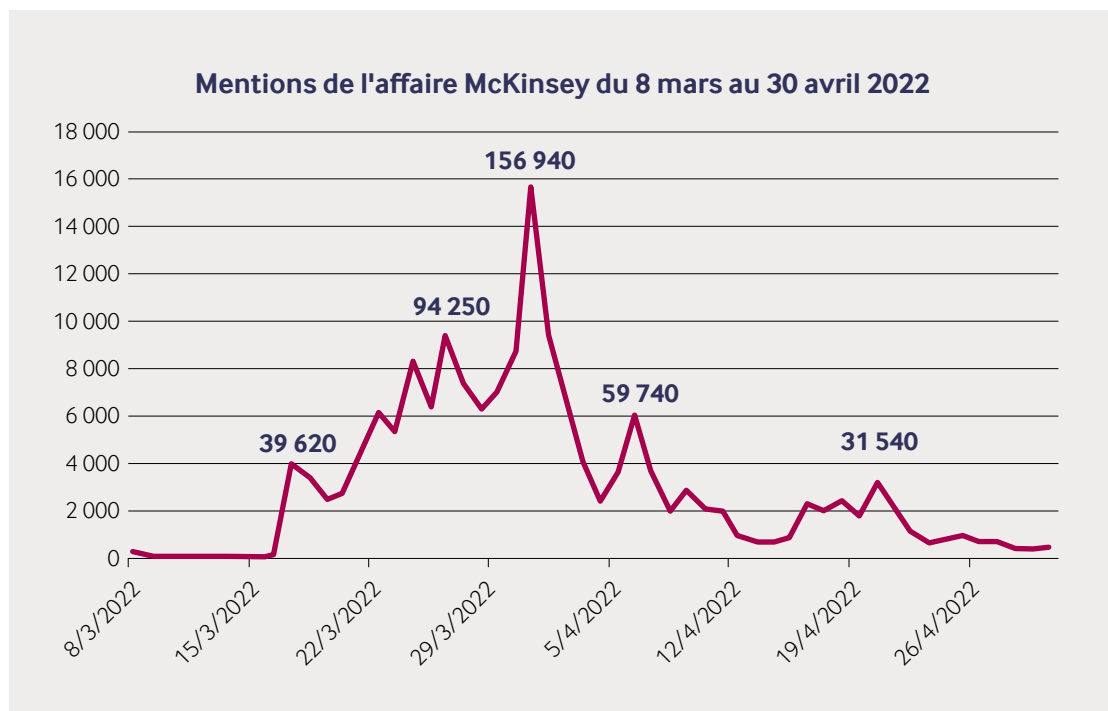


Figure 43 : Graphique sur l'évolution des mentions de McKinsey du 8 mars au 30 avril 2022.

Une recherche similaire a été effectuée par les chercheurs de l'ISD sur Facebook via l'outil CrowdTangle et les résultats semblent être comparables. En effet, la requête par mots-clés²² autour de l'affaire McKinsey montre que le sujet a généré 8 080 publications de pages Facebook ou dans des groupes Facebook publics collectant un total de 2 325 674 interactions sur la période allant du 8 mars au 30 avril. Pour rappel, la recherche autour des mots clé concernant les discours de fraude électorale a démontré que ceux-ci ont généré 7 267 posts qui ont collecté un total de 871 297 interactions. Si l'écart en matière de nombre de publications est peu important, les chiffres d'interactions montrent que les posts Facebook concernant l'affaire McKinsey ont suscité un intérêt bien plus important.

– Les initiatives citoyennes de contrôle du vote ont peu mobilisé en France

Les efforts pour mobiliser autour des initiatives de contrôle du vote décrites plus haut n'ont pas suffi à générer une mobilisation de grande ampleur durant le scrutin, ni à attirer une audience massive sur les réseaux sociaux. Le 2 mai 2022, les comptes Twitter des associations AVEC²³ et ReCiProC²⁴ n'étaient, par exemple, suivis respectivement que par 1 100 et 740 personnes. Dans son bilan disponible en ligne,²⁵ le collectif Contrôle Citoyen Election revendique avoir récolté des données pour seulement 16.16 % des bureaux de vote sur le territoire français, via 5 978 citoyens-collecteurs. Du côté de l'association AVEC, les militants affirment avoir réussi à couvrir 6073 bureaux de vote (8,72 % des bureaux de vote implantés en France).²⁶ Enfin, ReCiProC a reconnu sur son site internet n'avoir pas réussi à mobiliser assez de volontaires pour collecter suffisamment de données afin de vérifier les résultats de l'élection présidentielle.²⁷

Au 20 juin 2022, aucune vidéo de la chaîne YouTube AVEC, ce qui inclut le bilan de l'organisation après le second tour de l'élection présidentielle, n'avait récolté plus de 1 000 vues.²⁸ De même, en utilisant l'outil Truthnest, les chercheurs de l'ISD ont pu noter que les tweets du collectif AVEC n'ont récolté en moyenne que 29 likes et 23 retweets entre le mois de mars et le 20 juin. Ces résultats suggèrent un succès très relatif des contenus produits par cette initiative sur le long terme sur Twitter.

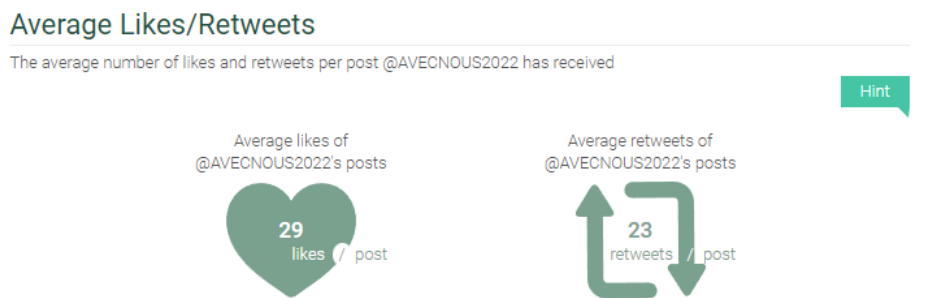


Figure 44 : Capture d'écran de l'outil Truthnest montrant les volumes d'interactions autour des tweets produits par l'initiative AVEC.

De même, les tweets du compte Contrôle Citoyen, qui est associé à l'initiative ReCiProC et n'a plus rien publié depuis le 29 avril, n'ont reçu en moyen que 55 likes et 45 retweets.

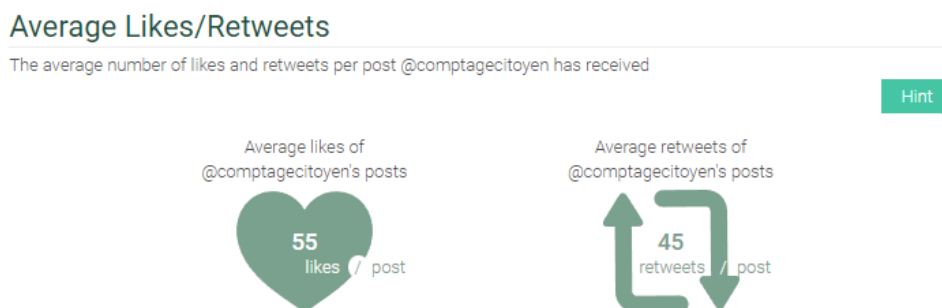


Figure 45 : Capture d'écran de l'outil Truthnest montrant les volumes d'interactions autour des tweets produits par l'initiative ReCiProC.

De plus, les partages et interactions sur Facebook autour des noms de domaine liés aux trois initiatives citoyennes de contrôle du vote suggèrent que ces initiatives ont également généré un volume d'activité limité sur cette plateforme. Ces noms de domaine ont été essentiellement repartagés par des acteurs liés à des écosystèmes complotistes et anti-système bien identifiés. Ainsi, l'outil CrowdTangle a permis aux chercheurs de l'ISD de déterminer qu'à la fin du mois de juin 2022, les publications contenant un lien vers les noms de domaine controlecitoyenelection.com, avecnous2022.net et contrôle-citoyen.com avaient généré respectivement 64 000, 40 0000 et 37 000 interactions sur la plateforme. De plus, les principales publications redirigeant vers ces sites internet ont été très souvent l'œuvre de pages liées à des écosystèmes antisystème, Gilets Jaunes ou complotistes (Magazine Nexus, Opérations Spéciales GJ, Oliv Oliv, etc.).

WHO SHARED THIS LINK?	MESSAGE	DATE	INTERACTIONS
Magazine NEXUS 59,058 Page Likes	● [FRAUDE ÉLECTORALE À PARIS ?] DIVERS COLLECTIFS D'OBSERVATION DES ÉLECTIONS SIGNALENT QUE PLUSIEURS MAIRIES ONT REFUSÉ DE LEUR PRÉSENTER LES PROCÈS-VERBAUX QUI CERTIFIENT DES RÉSULTATS DES BUREAUX DE VOTES	APR 12, 2022	19,821
Oliv Oliv la page 167,514 Page Likes	● 🇫🇷 Élections présidentielles Ça s'organise !!!!! 🇫🇷 ● 🇫🇷 http://controlecitoyenelection.com/ =:https://controlecitoyenelection.c	MAR 23, 2022	8,911
Magazine NEXUS 59,508 Page Likes	● [CONTRÔLE ANTI-FRAUDE ÉLECTORALE] DIVERS COLLECTIFS D'OBSERVATION DES ÉLECTIONS CONTRÔLENT ACTUELLEMENT LES BUREAUX DE VOTE À TRAVERS TOUTE LA FRANCE. Fabienne, française enoasée dans l'observation des élections s'entretient avec le	APR 24, 2022	7,001
Gilets Jaunes Constituants pag... 33,597 Page Likes	Laurent Fabius citant Staline: ce qui compte ce n'est ceux qui votent mais ceux qui comptent les votes, avec germain gaiffe-cohen www.controlecitoyenelection.com =:https://controlecitoyenelection.com avec le tuto vidéo disponible	APR 7, 2022	6,437
Oliv oliv 2 165,082 Page Likes	● 🇫🇷 Élections présidentielles Ça s'organise !!!!! 🇫🇷 ● 🇫🇷 http://controlecitoyenelection.com/ =:https://controlecitoyenelection.c	MAR 23, 2022	5,950
Magazine NEXUS 59,058 Page Likes	● DIVERS COLLECTIFS [FRAUDE ÉLECTORALE SUR PARIS ?] : ncc	APR 12, 2022	3,948
Opérations Spéciales GJ 59,058 Page Likes	Il y a ceux qui sont convaincus que Macron tombe au premier tour (les optimistes), d'autres qui pensent qu'il repassera (les défaitistes) et ceux qui sont certains que les élections seront truquées (les complotistes). Pour raison garder plusieurs initiatives citoyennes	APR 5, 2022	1,527
Magazine NEXUS 59,508 Page Likes	● [CONTRÔLE ANTI-FRAUDE ÉLECTORALE] : Suite à diverses irrégularités dans le processus électoral lors du 1er tour, les journalistes de la rédaction de NEXUS suivent divers collectifs de citoyens enoasés dans une action de protection et de vérification des	APR 24, 2022	1,167
Magazine NEXUS 59,025 Page Likes	● [FRAUDE ÉLECTORALE ?] 🚩 Une association d'observation des élections signale une probabilité d'infraction à l'article R67 du code électoral sur la Ville de Pau : https://www.le1france.oliv.fr/codes/article_1c/LEGIARTI000038112315	APR 10, 2022	954
Oliv oliv 2 165,049 Page Likes	🇫🇷 Que vous votiez ou pas, Victoire allez au réenouillement	MAR 28, 2022	757
Oliv oliv 2 164,999 Page Likes	🇫🇷 Bonjour les amis, Dernière Les Colères Des Rues - Officiel Une Amite	APR 1, 2022	747
Magazine NEXUS 59,025 Page Likes	● [MOBILISATION CITOYENNE] : Depuis plusieurs jours des journalistes de la rédaction de NEXUS suivent divers collectifs de citoyens engagés dans une action de protection et de vérification des	APR 10, 2022	712

Figure 46 : Les principaux groupes et pages Facebook publics qui ont partagé le nom de domaine controlecitoyenelection.com

WHO SHARED THIS LINK?	MESSAGE	DATE	INTERACTIONS	WHO SHARED THIS LINK?	MESSAGE	DATE	INTERACTIONS
Magazine NEXUS 59 058 Page Likes	[FRAUDE ÉLECTORALE À PARIS ?] DIVERS COLLECTIFS D'OBSERVATION DES ÉLECTIONS SIGNALENT QUE PLUSIEURS MAIRIES ONT REFUSÉ DE LEUR PRÉSENTER LES PROCÈS-VERBAUX.	APR 12, 2022	19,821	Magazine NEXUS 59 058 Page Likes	[FRAUDE ÉLECTORALE À PARIS ?] DIVERS COLLECTIFS D'OBSERVATION DES ÉLECTIONS SIGNALENT QUE PLUSIEURS MAIRIES ONT REFUSÉ DE LEUR PRÉSENTER LES PROCÈS-VERBAUX.	APR 12, 2022	19,821
Magazine NEXUS 59 058 Page Likes	[CONTRÔLE ANTI-FRAUDE] (ÉLECTORALE) DIVERS COLLECTIFS D'OBSERVATION DES ÉLECTIONS CONTRÔLENT ACTUELLEMENT LES BUREAUX DE VOTE À TRAVERS TOUTE LA FRANCE. Fabienne, française	APR 24, 2022	7,001	Magazine NEXUS 59 058 Page Likes	[CONTRÔLE ANTI-FRAUDE] (ÉLECTORALE) DIVERS COLLECTIFS D'OBSERVATION DES ÉLECTIONS CONTRÔLENT ACTUELLEMENT LES BUREAUX DE VOTE À TRAVERS TOUTE LA FRANCE. Fabienne, française	APR 24, 2022	7,001
Magazine NEXUS 59 058 Page Likes	[FRAUDE ÉLECTORALE SUR PARIS ?]	APR 12, 2022	3,948	Magazine NEXUS 59 058 Page Likes	[FRAUDE ÉLECTORALE SUR PARIS ?]	APR 12, 2022	3,948
Opérations Spéciales GJ 59 058 Page Likes	Il y a deux qui sont convaincus que Macron tombe au premier tour (les optimistes), d'autres qui pensent qu'il repassera (les défaits) et ceux qui sont certains que les élections seront truquées (les	APR 5, 2022	1,527	Etienne Chouard 144 357 Followers	Communiqué urgent de l'observatoire des élections par les citoyens : https://avecnous2022.net	APR 10, 2022	1,818
Magazine NEXUS 59 058 Page Likes	[CONTRÔLE ANTI-FRAUDE ÉLECTORALE] : Suite à diverses irrégularités dans le processus électoral lors du 1er tour, les journalistes de la rédaction de NEXUS suivent divers collectifs de	APR 24, 2022	1,167	Opérations Spéciales GJ 59 058 Page Likes	Il y a deux qui sont convaincus que Macron tombe au premier tour (les optimistes), d'autres qui pensent qu'il repassera (les défaits) et ceux qui sont certains que les élections seront truquées (les	APR 5, 2022	1,527
Magazine NEXUS 59 025 Page Likes	[FRAUDE ÉLECTORALE ?] Une association d'observation des élections signale une probabilité d'infraction à l'article 107 du code électoral sur la Ville de Pau.	APR 10, 2022	954	Magazine NEXUS 59 025 Page Likes	[CONTRÔLE ANTI-FRAUDE ÉLECTORALE] : Suite à diverses irrégularités dans le processus électoral lors du 1er tour, les journalistes de la rédaction de NEXUS suivent divers collectifs de	APR 24, 2022	1,167
Magazine NEXUS 59 025 Page Likes	[MOBILISATION CITOYENNE] : Depuis plusieurs jours des citoyens engagés dans une action de protection et de vérification des	APR 10, 2022	712	Magazine NEXUS 59 025 Page Likes	[FRAUDE ÉLECTORALE ?] Une association d'observation des élections signale une probabilité d'infraction à l'article 107 du code électoral sur la Ville de Pau.	APR 10, 2022	954
BonSens 58 002 Page Likes	COMPAGNE Citoyen Mode d'emploi - RECIPROC VOUS ET	APR 7, 2022	414	Magazine NEXUS 59 017 Page Likes	[MOBILISATION CITOYENNE] : Depuis plusieurs jours des citoyens engagés dans une action de protection et de vérification des	APR 10, 2022	712
Carte des rassemblements 387 441 Members	Il y a deux qui sont convaincus que Macron tombe au premier tour (les optimistes), d'autres qui pensent qu'il repassera (les défaits) et ceux qui sont certains que les élections seront truquées (les	APR 5, 2022	209	Magazine NEXUS 59 017 Page Likes	Appel aux citoyens pour vérifier les résultats des élections présidentielles	APR 9, 2022	446
Renard Buté	HOMMUNIQUE DE VÉRIF CITOYENNE POUR UNE ORGANISATION LOCALIS PROTEGEONS NOTRE FRANCE REDOUVRONS NOTRE DEMOCRATIE VÉRIFIONS LES ÉLECTIONS Pour une "opération de	APR 4, 2022	88	Les aventures de "Tintin" au p... 9370 Page Likes	ABSTENTIONNISTE MILITANT depuis presque 20 ans. JE VAIS VOTER POUR LE PROGRAMME L'AVENIR EN COMMUN. J'ai toujours mis un point d'honneur à garder cette page ouverte, pour ne pas tomber	APR 9, 2022	314
				Carte des rassemblements 387 441 Members	Il y a deux qui sont convaincus que Macron tombe au premier tour (les optimistes), d'autres qui pensent qu'il repassera (les défaits) et ceux qui sont certains que les élections seront truquées (les	APR 5, 2022	209

Figures 47 et 48 : À gauche, les principaux groupes et pages qui ont partagé le nom de domaine « Controle-citoyen.com ». À droite, les principaux groupes et pages qui ont partagé le nom de domaine « avecnous2022.net ».

Cette mobilisation virtuelle n'a pas engendré d'autres actions hors-ligne très significatives. Les appels à occuper des bureaux de vote de certaines communautés extrémistes, anti-système ou conspirationnistes observées par l'ISD n'ont été quasiment pas suivi d'effets, à l'exception de l'occupation très marginale et brève d'un bureau de vote de Toulouse.²⁹

Le rôle limité des politiques de modération des réseaux sociaux pour réduire la diffusion de désinformation de type fraude électorale

Depuis la mobilisation du mouvement "Stop the Steal" aux États-Unis, la plupart des grandes plateformes de réseaux sociaux ont tenté d'élargir l'éventail de leurs mesures pour faire face à la prolifération de fausses informations autour des processus électoraux, un phénomène qui peut mettre en péril la stabilité d'une démocratie. Ces nouveaux dispositifs devaient normalement s'appliquer aux élections en France.

Parmi les réseaux sociaux couverts par cette étude, Twitter a les règles les plus claires en matière de désinformation autour de la fraude électorale. Selon sa politique en matière d'intégrité civique, la plateforme s'engage à supprimer ou apposer un label sur « toutes les informations fausses ou trompeuses destinées à saper la confiance du public dans une élection ou un autre processus civique ».³⁰ En amont de l'élection présidentielle, Twitter a, par exemple, apposé un label « trompeur » sur un tweet de Florian Philippot. Ce dernier affirmait : « Macron fait tout pour truquer l'élection depuis des mois ». Le label de Twitter redirigeait également les internautes vers des articles de presse et de fact-checking soulignant que les experts électoraux considèrent que « les processus civiques sont sécurisés en France ». Les tweets visés par un label « trompeur » comme celui de Florian Philippot ne peuvent également plus être repartagés ou aimés sur la plateforme. (Figure 49)



Figure 49 : Capture d'écran du tweet de Florian Philippot labellisé « trompeur » par Twitter.

De même, certains tweets accusant faussement le gouvernement français de vouloir utiliser des machines Dominion pour manipuler le résultat de l'élection présidentielle ont également été labellisés comme trompeurs par la plateforme. Les exemples ci-dessous illustrent les efforts de la plateforme pour réduire la visibilité de ces messages. (Figures 50 et 51)



Figures 50 et 51 : Deux tweets labellisés " trompeurs", accusant le gouvernement de vouloir utiliser Dominion lors de l'élection présidentielle.

Cette politique de labellisation, qui inclut la limitation du partage de contenus considérés comme trompeurs, a probablement eu un impact positif sur la réduction de la diffusion de désinformation autour des processus électoraux en France.

Néanmoins, en s'attardant sur les exemples précédents, de nombreux signes suggèrent que l'apposition de labels par Twitter n'est pas toujours appliquée de manière cohérente et généralisée. Par exemple, des tweets d'autres figures politiques françaises comme François Asselineau et Nicolas Dupont-Aignan, évoquant, comme celui de Florian Philippot, un truquage à venir de l'élection présidentielle, n'ont fait l'objet d'aucune action de modération de la part de Twitter. (Figures 52 et 53)



Figures 52 et 53 : Tweets de François Asselineau et Nicolas Dupont-Aignan évoquant un trucage de l'élection présidentielle qui n'ont pas été labellisés par Twitter.

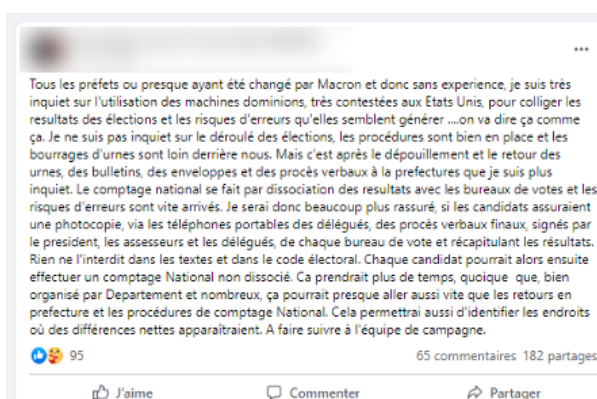
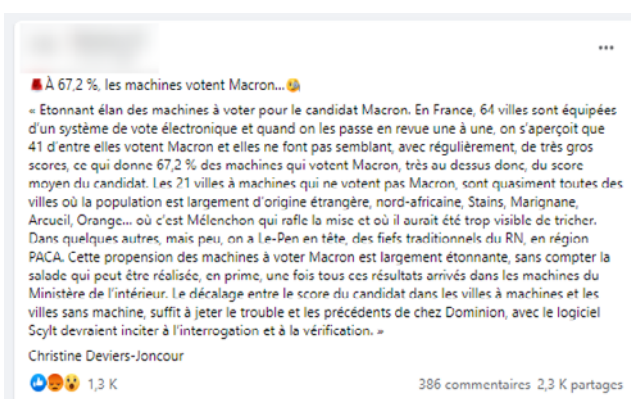
De la même manière, contrairement aux messages cités plus haut, de nombreux tweets viraux contenant la théorie du complot selon laquelle des machines Dominion allaient être utilisées pour compter les votes de l'élection présidentielle française ne se sont pas vus apposer un label « trompeur ». (Figures 54, 55 et 56)



Figures 54, 55, 56 : Tweets suggérant que des machines Dominion vont être utilisées pour truquer l'élection présidentielle française

Concernant Meta³¹, les standards de communautés définissant les contenus prohibés et devant être supprimés par les équipes de modération de l'entreprise ne couvrent pas de manière large les éléments de désinformation sur les processus et résultats électoraux. Au moment de notre étude, seules certaines publications spécifiques incluant, en plus d'allégations de fraude électorale, des appels à la violence ou des informations trompeuses sur les processus électoraux pouvant remettre en cause l'équité et la bonne tenue du scrutin, devaient faire l'objet d'une suppression systématique. Il faut cependant noter que Meta a des règles strictes sur la publicité politique qui interdisent par exemple la promotion de messages contenant des fausses informations sur le résultat d'une élection.

Les standards de communautés ne sont pas le seul outil utilisé par Meta pour lutter contre la prolifération de désinformation autour des élections. L'entreprise s'engage ainsi à labelliser et à limiter la diffusion de toutes les publications identifiées comme trompeuses ou mensongères par les entités participant à son programme de fact-checking. Les éléments de désinformation sur les processus et résultats électoraux détectés par des fact-checkers travaillant avec Meta doivent donc faire l'objet de mesures de modération de contenu. Si, comme pour Twitter, on peut certainement affirmer que ce programme a permis de réduire la diffusion de désinformation en ligne dans le contexte des élections françaises, plusieurs signes suggèrent que ces mesures restent encore insuffisantes pour lutter pleinement contre ces phénomènes. Comme le montrent les exemples ci-dessous, les chercheurs de l'ISD n'ont eu aucune difficulté pour identifier des publications virales sur Facebook contenant de fausses informations sur une éventuelle fraude électorale liée aux machines à vote en France, bien que le sujet ait été largement couvert par les principaux fact-checkers français, dont certains sont partenaires de Meta. (Figures 57, 58 et 59)



Figures 57, 58 et 59 : Accusations de fraude électorale due aux machines de vote électronique partagées sur Facebook.

De même, l'apposition de labels par Meta sur des publications contenant de la désinformation fact-checkée par ses partenaires semble encore être faite de manière très imparfaite. Par exemple, en novembre 2021, l'AFP Factuel a identifié une vidéo altérée faisant croire que le gouvernement français était sur le point de mettre en place le vote électronique pour truquer l'élection sous le couvert de la pandémie³². Certains posts contenant cette fausse information se sont alors vu apposer un label, alors que d'autres publications, contenant des captures d'écran ou des variantes de la vidéo manipulée, n'ont pas été modérées par la plateforme. (Figures 60, 61, 62 et 63)



Figures 60, 61, 62 et 63 : Publications Facebook contenant la vidéo manipulée, qui a été utilisée pour faire croire à l'arrivée imminente du vote électronique en France.

De plus, il est important de mentionner que des plateformes comme Telegram et Odysee, qui ont fait partie des espaces informationnels observés par l'ISD durant les élections, n'ont aucune règle concernant la diffusion de ce type de messages. Elles restent donc des plateformes de choix pour certains acteurs complotistes et extrémistes désirant diffuser de la désinformation sur ces sujets.

Enfin, l'absence d'accès à certaines données pour les chercheurs, comme les contenus supprimés par les plateformes pour avoir enfreint les règles de la communauté, rend toute évaluation de l'efficacité des politiques de modération de contenu très parcellaire. Les avancées en cours en termes de régulation numérique, comme le Digital Service Act (DSA), ouvrent des opportunités pour une régulation plus systématique des plateformes et un accès plus large à certaines données pour les chercheurs.

Conclusion

Lors des cycles électoraux de 2022 en France, les revendications de fraude électorale n'ont globalement pas réussi à pénétrer des écosystèmes informationnels mainstream et à peser véritablement sur l'opinion publique française. Les raisons d'un tel constat peuvent être multiples.

Tout d'abord, le système électoral français se caractérise par un certain nombre de spécificités dans les modalités de vote, qui le rendent moins sujet à la controverse que dans d'autres pays et le protègent plus efficacement face aux risques de manipulations électorales. En effet, la multiplicité des bureaux de vote (899³³), la possibilité pour les citoyens français de voter près de chez eux, l'interdiction du vote par correspondance et l'absence de vote électronique (à l'exception de quelques municipalités) sont autant d'éléments qui renforcent la confiance envers le système électoral.

Un deuxième facteur réside dans la responsabilité dont a fait preuve la classe politique par rapport aux allégations de fraude électorale. Peu d'hommes et de femmes politiques ont véhiculé le message selon lequel l'élection allait être manipulée. À l'exception de quelques personnalités mentionnées plus haut, il n'y a pas eu d'investissement très poussé de ces discours par la classe politique. Marine Le Pen a ainsi concéde immédiatement et clairement sa défaite après le second tour de l'élection présidentielle et son parti a rapidement démenti certains éléments de désinformation suggérant que le Rassemblement National allait demander un nouveau décompte des voix. Les chercheurs de l'ISD ont également noté le changement radical de discours de Florian Philippot qui jouait pourtant sur ce registre en amont des élections. Dans une vidéo postée après le second tour de l'élection, le Président du parti des Patriotes se positionne contre les récits de fraude électorale, affirmant que ceux-ci sont dangereux et pourraient contribuer à démobiliser les électeurs.

Bien que cela soit plus difficilement quantifiable, beaucoup de signes laissent à penser que le précédent créé par l'élection américaine a généré une vigilance accrue des acteurs s'engageant dans la lutte contre la désinformation concernant les allégations de fraude électorale. Les chercheurs de l'ISD ont par exemple noté une bonne réactivité des fact-checkers français pour vérifier les éléments de désinformation émergents en ligne sur ces sujets. De même, il est possible que l'attitude plus proactive de certaines plateformes pour limiter la diffusion de discours de fraude électorale ait eu un impact positif. Dans ce dernier cas, un accès plus ample à certaines données est nécessaire pour mesurer l'efficacité des politiques de modération.

Néanmoins, si les allégations de fraude électorale n'ont pas eu d'impact majeur ni en ligne ni hors ligne sur les élections et leur légitimité, celles-ci ont tout de même atteint des communautés anti-système et complotistes. Ces derniers continueront potentiellement à s'en servir pour critiquer la légitimité de ceux qui ont été élus démocratiquement. Si les pires scénarii ont été évités, la généralisation de ces discours et la pénétration dans des écosystèmes informationnels plus larges, voire mainstream, représentent toujours une menace sérieuse qui pourrait contribuer à terme à affaiblir davantage la confiance dans les institutions démocratiques. Une étude récente de l'IFOP a d'ailleurs montré qu'un Français sur sept pense que les résultats des élections pourraient être et ont même été truqués (14%).

L'irruption d'accusations de fraude électorale lors des élections législatives et votes à l'Assemblée nationale suggère que ces discours s'inscrivent dans le temps long. L'ISD recommande par conséquent de continuer à étudier ces phénomènes, qui pourraient accroître le risque d'actions radicales hors ligne et continuer à alimenter la polarisation sociale en France, y compris en dehors des périodes électorales.

Annexe

Liste de mots clé pour Twitter : ((électorale OR électorales OR élection OR élections OR scrutin OR Scrutins OR vote OR votes OR présidentielle OR présidentielles OR bulletins OR bulletin OR dépouillement OR "machines à voter" OR "vote électronique" OR sondage OR sondages) AND (manipulée OR fraude OR triche OR truquée OR manipulation OR trucage OR tricher OR manipuler OR Truquage OR truqué OR manipulé OR truqués OR manipulés OR manipulées OR truquées OR tricherie OR voler OR volées OR volés OR volé OR volée))

Liste de mots clé pour Facebook : ((électorale OR électorales OR élection OR élections OR scrutin OR Scrutins OR vote OR votes OR présidentielle OR présidentielles OR bulletins OR bulletin OR dépouillement OR "machines à voter" OR "vote électronique" OR sondage OR sondages) AND (manipulée OR fraude OR triche OR truquée OR manipulation OR trucage OR tricher OR manipuler OR Truquage OR truqué OR manipulé OR truqués OR manipulés OR manipulées OR truquées OR tricherie OR voler OR volées OR volés OR volé OR volée))

Liste de mots clé pour McKinsey pour Twitter et Facebook : ((Affaire AND McKinsey) OR (Scandale AND McKinsey) OR (Macron AND McKinsey) OR #scandaleMcKinsey OR McKinseyMacron OR (McKinsey AND gate) OR ("scandale d'Etat" AND McKinsey))

Notes de Fin

- ¹ https://www.isdglobal.org/digital_dispatches/transatlantic-lies-election-disinformation-travels-from-the-us-to-germany/
- ² https://www.isdglobal.org/digital_dispatches/an-overview-of-the-electoral-fraud-narratives-used-to-undermine-the-2021-german-federal-election/
- ³ https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-vrai-du-faux/le-vrai-du-faux-non-le-beau-fils-demmanuel-macron-ne-travaille-pas-chez-ifop_2605990.html
- ⁴ https://www.francetvinfo.fr/politique/emmanuel-macron/brigitte-macron/desintox-non-sebastien-auziere-le-fils-de-brigitte-macron-n-est-pas-directeur-d-etudes-pour-l-institut-de-sondages-ipsos-sopra-steria_4932389.html
- ⁵ Données collectées à partir de l'outil BrandWatch. Voir la liste de mots-clés en annexe.
- ⁶ Données collectées à partir de l'outil CrowdTangle. Voir la liste de mots-clés en annexe.
- ⁷ Données collectées grâce à l'outil d'écoute des réseaux sociaux CrowdTangle du 8 mars au 30 avril.
- ⁸ <https://www.marianne.net/politique/vrai-democrate-ou-complotiste-infrequentable-le-blogueur-etienne-chouard-divise-la-france>
- ⁹ <https://twitter.com/JulienPain/status/1513607359481929734>
- ¹⁰ Voir l'article de fact-checking de l'AFP factuel sur le sujet : <https://factuel.afp.com/doc.afp.com.328X6B3>
- ¹¹ Archive de tweets d'AVEC donnant un certain crédit à cette rumeur : <https://archive.ph/EBdNw>, <https://archive.ph/DfPlt>, <https://archive.ph/kk8Ya>
- ¹² Cette fausse information a été vérifiée par le fact-checker Les Observateurs : <https://observers.france24.com/fr/france/20220425-non-ces-bulletins-marine-le-pen-d%C3%A9chir%C3%A9s-ne-sont-pas-un-signe-de-fraude-%C3%A9lectorale>
- ¹³ Tweet d'AVEC incluant un lien vers le site QAnon français Qactus : <https://archive.ph/dYysV>
- ¹⁴ <https://factuel.afp.com/doc.afp.com.32962GJ>
- ¹⁵ <https://archive.ph/V77mF>
- ¹⁶ <https://www.conspiracywatch.info/bon-sens>
- ¹⁷ https://www.liberation.fr/politique/elections/fraude-macron-a-vole-la-presidentielle-selon-les-complotistes-20220426_3PR2MIX4WJD65N5D4QSJLGLQ/?redirected=1
- ¹⁸ <https://www.conspiracywatch.info/eric-verhaeghe>
- ¹⁹ <https://factuel.afp.com/doc.afp.com.32CE88F>
- ²⁰ <https://factuel.afp.com/doc.afp.com.32CZ79X>
- ²¹ Données collectées à partir de l'outil BrandWatch. Voir la liste de mots-clés en annexe.
- ²² Données collectées à partir de l'outil CrowdTangle. Voir la liste de mots-clés en annexe.
- ²³ <https://web.archive.org/web/20220502124507/https://twitter.com/AVECnous2022>
- ²⁴ <https://web.archive.org/web/20220502125302/https://twitter.com/comptagecitoyen>
- ²⁵ <https://web.archive.org/web/20220426170106/https://controlecitoyenelection.com/elysee2022/bilan.pdf>
- ²⁶ Chiffre visible à partir de 10:00 dans cette vidéo Youtube : <https://www.youtube.com/watch?v=tkIEtC-RoEE>
- ²⁷ <https://web.archive.org/web/20220626155936/https://controle-citoyen.com/>
- ²⁸ <https://web.archive.org/web/20220620174911/https://www.youtube.com/channel/UCFOQQuN7R4UMPH1c0jGf3Bw>
- ²⁹ <https://www.20minutes.fr/elections/3277523-20220425-presidentielle-2022-toulouse-bloquaient-isoloirs-huit-jeunes-interpelles-bureau-vote>
- ³⁰ <https://help.twitter.com/fr/rules-and-policies/election-integrity-policy>
- ³¹ <https://transparency.fb.com/fr-fr/policies/community-standards/misinformation/>
- ³² <https://factuel.afp.com/http%253A%252F%252Fdoc.afp.com%252F9T839Y-1>
- ³³ <https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/bureaux-de-vote-21/#:~:text=Description,-Localisation%20en%20vigueur&text=Lieu%20o%C3%B9%20les%20personnes%20inscrites,%C3%A9tablissements%20scolaires%20et%20les%20gymnases.>

ISD | Innover contre
l'extrémisme, la haine
et la désinformation

128 rue de la Boétie 75008 PARIS
www.isdglobal.org